



Excelia Audit

Société de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie régionale de Paris

ARPEJEH

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

23, rue du départ
75014 PARIS

Excelia Audit

Société de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie régionale de Paris
84, rue de Crimée
75019 Paris

ARPEJEH

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux membres de l'assemblée générale,

1 ■ Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ARPEJEH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 ■ Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3 ■ Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 ■ Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

5 ■ Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6 ■ Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 20 juin 2024

Le Commissaire aux comptes
Excelia Audit
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



Karène Zagoury
Associée

Comptes annuels – exercice clos le 31 décembre 2023

ARPEJEH
23, rue du départ
75014 PARIS

Bilan actif

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	87 675	18 643	69 032	60 229
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Autres immobilisations corporelles	29 813	24 724	5 090	9 637
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	21 504		21 504	21 504
Total I	138 992	43 367	95 625	91 370
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	102 820	-	102 820	71 040
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	88 755		88 755	21 934
Valeurs mobilières de placement	11 503	-	11 503	11 450
Disponibilités	2 858 163		2 858 163	2 937 166
Charges constatées d'avance	14 931		14 931	13 861
Total II	3 076 171	-	3 076 171	3 055 451
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 215 163	43 367	3 171 797	3 146 821

Bilan passif

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	600 000	600 000
Autres		
Report à nouveau	2 208 038	2 001 006
Excédent ou déficit de l'exercice		
Situation nette (sous total)	7 105	207 032
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	2 815 143	2 808 038
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	-	19 165
Total II	-	19 165
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III	-	-
DETTES		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	82 940	83 012
Dettes fiscales et sociales	179 030	171 125
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	9 234	1 782
Produits constatés d'avance	85 450	63 700
Total IV	356 654	319 619
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 171 797	3 146 821
dont à moins d'un an	356 654	319 619

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	951 003	862 960
Ventes de biens et services	463	-
dont ventes de dons en nature		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs	572 505	692 977
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts	3 616	2 619
Utilisation des comptes dédiés	19 165	51 995
Autres produits	101 559	76 784
Total I	1 648 312	1 687 335
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	620 745	757 853
Impôts, taxes et versements assimilés	71 475	55 878
Salaires et traitements	679 234	613 041
Charges sociales	262 144	224 053
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	20 996	12 819
Dotations aux provisions	-	-
Reports en fonds dédiés	-	-
Autres charges	374	12
Total II	1 654 968	1 663 656
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 6 656	23 678
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	14 034	4 085
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	54	55
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total III	14 087	4 139
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	54
Intérêts et charges assimilées	-	-
Total IV	-	54
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	14 087	4 086
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	7 431	27 764
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	573	210 359
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	439
Total V	573	210 798
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	899	30 000
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	550
Total VI	899	30 550
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- 325	180 248
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-	980
Total des produits (I + III + V)	1 662 972	1 902 272
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 655 867	1 695 240
EXCEDENT OU DEFICIT	7 105	207 032

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ARPEJEH

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 3 171 797 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 7 105 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Information générale

ARPEJEH est une association d'intérêt général régie par la loi du 1er juillet 1901 dont l'objectif est d'améliorer et de promouvoir la formation, la qualification et l'emploi des personnes handicapées.

L'association Arpejeh a pour vocation de promouvoir la formation, la qualification et l'emploi des jeunes en situation de handicap en accompagnant les élèves, étudiants et étudiantes de 15 à 30 ans dans la découverte des métiers et leur insertion professionnelle. L'objectif de l'association Arpejeh est de créer des rencontres entre les jeunes et les entreprises, du 1er stage de découverte à leur insertion professionnelle.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

Les produits de l'association ARPEJEH comporte des cotisations sans contrepartie.

Les cotisations sont comptabilisées en produits lors de la génération des appels de cotisations.

Comptabilisation des Valeurs Mobilières de Placement

Les valeurs Mobilières de Placement sont valorisés à la valeur historique et font l'objet d'une dépréciation si leur valeur liquidative au 31 décembre est inférieure à la valeur comptabilisée lors de leur acquisition.

Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours correspondent à des immobilisations incorporelles non terminées. Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition constitué du prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 4 à 5 ans
- * Logiciel : 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 3 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances présentant un risque de non-recouvrement sont dépréciées en fonction de leur ancienneté.

Les montants des dépréciations sont ajustés en fonction des risques les plus probables à la date d'établissement des comptes.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Fonds dédiés

À la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas encore été utilisée est inscrite en charges en "reports en fonds dédiés" et au Passif du Bilan en "fonds dédiés". Les sommes inscrites sous la rubrique "fonds dédiés" sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte "report des ressources non utilisées des exercices antérieurs".

Subventions d'exploitation

Conformément au règlement ANC 2019-04 du 8 novembre 2019, les subventions de fonctionnement sont inscrites en produits lors de la réception de la notification d'attribution. Lorsque les fonds accordés pour plusieurs exercices sont répartis en fonction de périodes ou d'étapes d'attribution définies dans la convention, la partie de produits rattachée à des exercices futurs est inscrite en produits constatés d'avance. Lorsque les fonds ont été affectés à un projet défini par un financeur et n'ont pas pu être utilisés en totalité au cours de l'exercice, l'engagement d'emploi pris envers le tiers financeur est inscrit au passif en « Fonds Dédiés » et fera l'objet d'une reprise ultérieure au fur et à mesure de la réalisation des dépenses.

Contribution volontaire

Les flux induits par le bénévolat n'ont pas été valorisés de façon précise au cours de l'exercice. Afin de répondre aux textes légaux et d'apporter la vision la plus complète possible du poids économique de l'action des bénévoles au sein d'Arpejeh, l'association va tenter de mettre en oeuvre une valorisation objective de ces postes pour les exercices à venir.

Taxe d'apprentissage

L'association est habilitée annuellement par publication d'un décret au journal officiel et en application du 6° de l'article L. 6241-10 du code du travail en tant que bénéficiaire de la part de la taxe d'apprentissage.

Le produit perçu sur l'exercice 2023 est lié à des actions intervenues au cours de l'exercice. Il n'y a pas de produit constaté d'avance sur la taxe d'apprentissage 2023.

Changement de méthodes

Aucun changement de méthodes n'a eu lieu par rapport à l'exercice précédent.

Autres informations

Dons et autres produits

Les dons/mécénats perçus par l'association sont enregistrés en compte #758900 et en #754200 étant donné que l'association Arpejeh ne fait pas appel à la générosité du public. Ils s'élèvent à 102 k€ sur l'exercice 2023

Effectif

L'effectif moyen s'élève à 14 salariés sur l'année 2023.

Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés (article 20 de la loi du 23/05/2015)

La présidente, les autres membres du Conseil d'Administration ainsi que les membres du bureau ne perçoivent pas de rémunération.
La rémunération des 3 plus hauts cadres salariés pour l'exercice clos au 31 décembre 2023 s'élève à 184 860€.

Engagement de retraite

Le montant des engagements de retraite est considéré comme non significatif.

Honoraires commissaires aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes relatifs au contrôle légal comptabilisés au titre de l'exercice 2023 ressortent à 9 990€ TTC.
Aucun conseil ou prestation de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal n'a été réalisé au cours de l'exercice 2023..

Subventions d'exploitation

À la clôture de l'exercice, le poste subvention d'exploitation s'élève à 572 k€. Ce dernier est composé uniquement de la taxe d'apprentissage reçue.
Une subvention d'un montant de 160 k€ a fait l'objet d'un versement de 80 k€ sur 2023, et 80 k€ sera versé en 2024.

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	63 744	23 931	0	87 675
Immobilisations incorporelles	63 744	23 931	0	87 675
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	7 440			7 440
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	23 772	1 321	2 720	22 373
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	31 212	1 321	2 720	29 813
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	21 504	0	0	21 504
Immobilisations financières	21 504	0	0	21 504
ACTIF IMMOBILISE	116 460	25 242	2 720	138 992

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		1 321		1 321
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	0	1 321	0	1 321
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service		2 720		
Diminutions de l'exercice	0	2 720	0	2 720

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 515	15 128		18 643
Immobilisations incorporelles	3 515	15 128		18 643
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	6 733	707		7 440
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	14 842	5 162	2 720	17 284
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	21 575	5 869	2 720	24 724
ACTIF IMMOBILISE	25 090	20 997	2 720	43 367

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 228 010 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	21 504		21 504
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	102 820	102 820	
Autres	88 755	88 755	
Charges constatées d'avance	14 931	14 931	
Total	228 010	206 506	21 504
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 356 654 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	82 940	82 940		
Dettes fiscales et sociales	179 030	179 030		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	9 234	9 234		
Produits constatés d'avance	85 450	85 450		
Total	356 654	356 654		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FACTURES NON PARVENUES	49 694
PROVISIONS CONGES PAYES	35 917
PRIMES A VERSER	37 400
PROVISIONS CONGES A PAYER	17 798
AUTRES CHARGES SOCIALES A PAYER	11 200
ETAT CHARGES A PAYER	6 000
FORMATION PRO CONTINUE	4 865
Total	162 873

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	14 931		
Total	14 931		

Il s'agit principalement de charges d'assurance et d'entretiens qui couvrent l'exercice 2023, ainsi qu'à des dépenses liées à des évènements qui auront lieu en 2024

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	85 450		
Total	85 450		

Il s'agit principalement de subvention perçus en 2023 concernant 2024.

Engagements financiers

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
CAUTION BAIL COMMERCIAL - BAIL COMMERCIAL	21 504
Avals et cautions	21 504
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	21 504

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations Montant global	Utilisations Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
		A	B		C	A - B + C	
Subvention mento	19 166	0	19 166			0	
Total	19 166	0	19 166			0	

Les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions, affectées à des projets précis et non encore utilisés conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs sont portées en fin d'exercice au passif du bilan au poste « Fonds dédiés ».

Au compte de résultat sont enregistrés :
- En charges dans le poste « reports en fonds dédiés », les subventions reçues dans l'exercice et non utilisées à la clôture;